



LA FEUILLE DE ROUTE DE LA CEDEAO POUR LE TOGO : Imposer des élections rapides et bâclées gérées par le système Gnassingbé !

COMMUNIQUÉ CONJOINT DU RESEAU DE LA COORDINATION DE LA DIASPORA TOGOLAISE INDEPENDANTE (RCDTI) ET DU COLLECTIF POUR LA VÉRITÉ DES URNES TOGO- DIASPORA

4 octobre 2018

Contact : info@cvu-togo-diaspora.org qui transmettra

Depuis que la Présidence de la Communauté économique et de développement de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) est passée du Togo au Nigéria le 31 juillet 2018 lors de son 53^e sommet, le Peuple togolais doit bien constater que les principales revendications ne sont toujours pas satisfaites. Il s'agit principalement :

- de permettre le retour immédiat ou la reformulation rapide de la Constitution originale togolaise de 1992 qui permettra, entre autres, que le mandat du Président de la République togolaise soit limité à deux mandats présidentiels consécutifs sur la base d'un scrutin à deux tours avec en conséquence l'illégitimité et l'illégalité du 3^e mandat de Faure Gnassingbé démarré en avril 2015 sans contestation officielle du principal parti d'opposition, l'Alliance nationale pour le Changement (ANC) ;
- d'assurer une transition politique inclusive afin de permettre que les réformes puissent se dérouler convenablement et effectivement sans abus de pouvoir et de droit de la part du pouvoir en place, ce qui suppose une représentativité élargie devant comprendre d'une part les partis politiques (le parti au pouvoir (UNIR) et ses alliances visibles et moins visibles, les 14 partis politiques membres d'une Coalition dite la « C14 », les partis politiques non membres de la C14) ; et d'autre part, les associations ou mouvements/groupements de la société civile y compris la Diaspora togolaise considérée comme la 6^e région du Togo qui jouissent de leur indépendance vis-à-vis des partis liés à Faure Gnassingbé comme ceux de la C14 ;
- de procéder, sur une base inclusive, à des réformes constitutionnelles, institutionnelles précédées d'une amnistie générale pour les prisonniers politiques au Togo ;

1. LA MISE EN ŒUVRE DE LA FEUILLE DE ROUTE DE LA CEDEAO CONFIEE À FAURE GNASSINGBÉ

Plus de deux mois sous la présidence du Président du Nigeria, Muhammadu BUHARI, la CEDEAO a opté pour organiser l'avenir de Faure Gnassingbé et non celui du Peuple togolais. En effet, la CEDEAO refuse obstinément d'écouter les revendications du Peuple togolais qui datent des années 1990, rappelées :



- 1.1 dans l'Accord politique global de 2006 ;
- 1.2 lors de chacune des élections frauduleuses au Togo ;
- 1.3 lors de la grande manifestation du 19 août 2017 sous la houlette du Président Tikpi Atchadam, le Président du Parti national Panafricain ;
- 1.4 lors des manifestations de protestation qui ont entraîné l'arrestation de nombreux militants et sympathisants non pas exclusivement des partis politiques, mais aussi des associations, groupements et autres mouvements de la société civile, « NUBUEKE, EN AUCUN CAS, etc. » ;
- 1.5 lors de la grève de la faim de M. Nicodème Habia, le Président du parti « *Les Démocrates* » ; etc.

Force est d'abord de constater que la CEDEAO n'a pas pris en considération le rôle de Faure Gnassingbé comme étant juge et partie dans ce dossier.

Force est de constater que la CEDEAO, bien qu'ayant fait allusion à la participation de la société civile indépendante y compris la Diaspora n'a pris aucune mesure significative et tangible pour permettre de mettre en application la participation effective de cette société civile dans des conditions de sécurité et de transparence. La mouvance présidentielle et la C14 gagnerait à accepter la représentation de la Diaspora plurielle et indépendante à la table des négociations.

Pire, la CEDEAO a simplement confié, sans consensus et faisant fi de l'illégalité des Constitutions en vigueur au Togo du fait de non-respect des parallélismes de formes, les activités de mise en œuvre pratique de la feuille de route non satisfaisante à 75 %, à Faure Gnassingbé et son système militaro-civil.

A ce titre, le peuple togolais doit prendre conscience qu'aucune organisation internationale ou régionale ne peut décider des choix légitimes

Comment est-ce qu'une organisation régionale peut-elle encore en 2018 mettre la charrue avant les zébus ?

- Est-ce à cause des nombreuses « *fraternité croisées et ésotériques* » ? est-ce parce que certains des fonctionnaires et dirigeants de la CEDEAO sont empêchés parce qu'ils ou elles sont redevables de transferts d'argent ou d'avantages permettant d'améliorer leur confort personnel aux dépens de celui du Peuple togolais ?
- Est-ce encore parce qu'il s'agit d'abord d'incompétence stratégique et en définitive, d'une gestion au jour le jour d'une crise structurelle du Togo ?
- Est-ce que des relations particulières entre la mouvance présidentielle et certains présidents francophones tendent à influencer directement le Président de la Commission de la CEDEAO vers des solutions où Faure Gnassingbé est systématiquement « *juge et parti* » ?
- Est-ce peut-être des instructions non-écrites reçues de puissances extérieures à l'Afrique qui conduisent la CEDEAO à ne pas remettre en cause les intérêts de ceux qui sont au pouvoir au Togo, devenus au fil du temps, des courroies de transmission d'intérêts étrangers, ce aux dépens du Peuple togolais ?



Bref, la vérité doit se trouver quelque part dans un savant mélange de tout ceci. Le résultat constitue un problème nouveau pour le peuple togolais à savoir :

La CEDEAO est-elle là uniquement pour servir, de manière subtile, les intérêts du système militaro-civil-ésotérique de Faure Gnassingbé aux dépens de ceux du Peuple togolais ?

La CEDEAO est-elle sous influence de la mouvance présidentielle togolaise pour rechercher des solutions de sortie de crise qui se résument à faire des élections bâclées, qui, en définitive, finissent par légitimer les positions voulues par le pouvoir Gnassingbé ?

La CEDEAO a-t-elle choisi de s'accommoder d'un statu quo favorisant le pouvoir en place afin de conduire la C14 à légitimer le régime en place, ce contre la volonté de la société civile togolaise qui n'est pas, en fait effectivement représentée dans les pourparlers en cours ?

La CEDEAO va-t-elle finir par prendre conscience du désastre des abus de pouvoir doublés d'improvisation tactique de la part du pouvoir togolais, pour « bâcler » les préparatifs pour une tenue effective sans fraudes d'un référendum, des élections locales et législatives d'ici le 20 décembre au Togo ?

La CEDEAO va-t-elle continuer à refuser d'élargir le nombre des partis prenantes aux négociations sur l'avenir du Togo et faire disparaître les vraies chances d'émergence des forces vives togolaises ?

2. LA CEDEAO INCAPABLE DE FAIRE LIBÉRER LES PRISONNIERS POLITIQUES AU TOGO

Avec une Commission électorale nationale indépendante (CENI) togolaise dont les membres se sont tous alignés soit sur le pouvoir présidentiel ou sur la C14, la CEDEAO est en train de « *snober* » le Peuple togolais en refusant d'y faire participer, ce sur une base indépendante, les mouvements de la société civile comme ceux de la Diaspora qui ne sont pas alignés sur l'une ou l'autre des partis représentés au parlement togolais. Mais que vaut une représentation au parlement togolais lorsque chacun sait que c'est sur la base de la contre-vérité des urnes que les parlementaires ont été choisis et d'autres exclus.

La CEDEAO ne remet pas en cause le découpage électoral inique, refuse d'imposer des élections à deux tours avec effet immédiat, se contente de proposer que les prochaines élections présidentielles de 2020 ne soient pas régies par la Constitution originelle de 1992, ni par la nouvelle en préparation par des experts CEDEAO choisis unilatéralement en accord avec le pouvoir en place. Faut-il rappeler qu'à force de faire de la rhétorique dans leur langage diplomatique, la CEDEAO tente de brouiller les pistes sur la libération immédiate et sans condition des prisonniers politiques injustement kidnappés et emprisonnés pour certains, privés de liberté, sous toutes ses formes, pour d'autres ?

Bref, si la CEDEAO veut régler le « *problème togolais* » avant la prochaine conférence des chefs d'Etat de la zone prévue autour du 20 décembre 2018 et si elle souhaite prendre en compte les revendications historiques, cyclique et récurrentes du Peuple togolais, alors elle n'a pas d'autres alternatives que de constater son inefficacité actuelle qui reposent pourtant sur des avancées pour



Faure Gnassingbé et son système militaro-civile-ésotérique et que l'on pourrait résumer en quatre principaux points :

- L'arrêt des marches de protestation du Peuple togolais pour la mise en œuvre des réformes constitutionnelles et institutionnelles en dehors des fourches caudines de Faure Gnassingbé et ses sbires ;
- La négation du rôle, de la participation effective des partis politiques non membres de la C14, de la société civile et de la Diaspora togolaise ;
- Le chantage sur la C14 et sur d'autres acteurs togolais pour transférer l'essentiel des pouvoirs de structuration du contenu de la Feuille de route à la Commission de la CEDEAO, qui elle-même ne se prive pas de tout faire pour intégrer les 90 % des demandes de la mouvance présidentielle, ou alors de s'assurer que ce qui pourrait gêner cette dernière, soit impossible à mettre en œuvre sans l'accord explicite ou implicite de Faure Gnassingbé ;
- Le refus de recensement de la Diaspora togolaise doublé d'une impréparation doublée d'incompétence pour le début des recensements sur le territoire togolais.

Alors la CEDEAO doit accepter enfin d'écouter le Peuple togolais, représenté aussi par la Société civile et la Diaspora plurielle et indépendante afin d'ajuster les 75 % de ses erreurs inscrites en filigrane dans l'actuelle feuille de route.

3. LA C14, PLACÉ DEVANT LE FAIT ACCOMPLI, NE PEUT PLUS SEULE REPRÉSENTER LE PEUPLE TOGOLAIS

Mais au fait, de que quoi exactement est responsable la CEDEAO qui semble conduire le Peuple togolais, comme des moutons de panurge, droit vers un abattoir improvisé en brousse ? en réalité de rien. C'est comme cela que cette même CEDEAO a avalisé les élections frauduleuses et sans vérité des urnes au Togo depuis l'avènement de la prise de pouvoir de Faure Gnassingbé par la force, la contre-vérité des urnes et dans le sang ? Pourquoi le Peuple togolais croît que cela devrait être différent cette fois-ci ?

Surtout si cela doit se passer sur la base d'un vrai faux dialogue, de concertation non inclusive avec une volonté systématique de la mouvance présidentielle comme de la C14 d'exclure la société civile et la Diaspora indépendantes et non alignées sur des politiques qui limitent leurs agendas à « *conquérir le pouvoir d'abord* » et après, on verra pour le Peuple. Est-ce cela que souhaite le Peuple togolais : vraisemblablement non ! Il faut nécessairement s'interroger sur les alliances géopolitiques et géoéconomiques qui expliquent le jeu de dupe qui se traduit par une dialectique entre la mouvance présidentielle et la C14, alliances qui se résument à un manque d'efficacité chronique et structurel dans la lutte pour l'Alternance politique au Togo.

Alors, comme personne n'est fautif et personne n'est responsable au Togo, le jeu se perpétue en boucle comme un programme informatique qui a des « *bugs* » et tourne sur lui-même sans jamais identifier ni la faute, ni la solution pour en sortir. Est-ce cela que le Peuple togolais demande à ceux qui sont censés les représenter de faire ? Chacun pourra y répondre ! Mais la réalité est que



la C14 doit accepter de faire son mea culpa sur sa stratégie perdante qui fait que sa participation à la « *nouvelle CENI* » n'empêche de les mettre devant le fait accompli.

Si la C14 ne change pas, elle risque comme certains de ces membres en 2015, de se retrouver devant le fait accompli : des élections sans vérité des urnes où ils seront perdants. Le peuple togolais ne peut plus accepter, ad aeternam d'être placé en politique devant le fait accompli. C'est la raison fondamentale qui milite en faveur d'un avenir du Togo sans ceux qui mettent le Peuple togolais devant le fait accompli, par la force ou par l'achat des consciences, parfois avec moins de 5 Euro (3 300 F CFA), surtout à la veille des campagnes dites de « *sensibilisation* » qui ne sont que des trompe-l'œil pour récupérer de l'argent du pouvoir pour faire tourner certains partis politiques togolais. Le problème est que ces partis deviennent des redevables du système Gnassingbé. Dons et contre-dons sont à la base des compromissions et du retard dans les alternances au Togo. Que chacun vérifie s'il n'a pas reçu ici et là, une partie de ces dons et qu'elle fût le niveau de « *contre-don* » consentis. Car là réside aussi le problème togolais, cette capacité à manger dans tous les râteliers et porter plusieurs T-shirt pour plaire au plus offrant. Passons de la micro-politique à la macro-politique.

4. FRANCE-TOGO : UN « DEAL » QUI RISQUE DE N'AVOIR QUE DES NUISANCES POUR LE PEUPLE

Alors la question est de savoir : y-a-t-il eu un « *deal* » entre le Président français, Emmanuel Macron et le Président nigérian Buhari sur le sort du Togo¹ ? Autrement dit, Emmanuel Macron a-t-il lui aussi subi les nuisances des puissances ésotériques de Faure Gnassingbé dès lors qu'il a conclu, au nom de la France, des arrangements avec l'Etat togolais, arrangements qui se font sur le dos des populations togolaises mais qui avantagent la France, comme par exemple, l'envoi d'un important contingent militaire togolais au Mali et ailleurs pour soutenir les efforts de la France dans le Sahel² ? Le problème est que tous ceux qui, avant M. Macron, ont joué ce double jeu avec le système Eyadéma, ont pu expérimenter une fin brutale de leur vie politique.

Faut-il citer le cas emblématique de Manuel Valls³ qui rappelait il y a deux ans ceci : « *Le Togo change, il change dans le bon sens. La France croit au Togo et la France veut une relation plus forte avec le Togo* » ? Il n'y a toujours pas eu de lumière sur la réalité d'un financement ou pas de la campagne électorale sans succès de M. Manuel Valls en France⁴ ? Est-ce que la politique étrangère française a changé ? Manifestement non ! Si M. Macron a rappelé qu'il n'a pas reçu M. Faure Gnassingbé à l'Elysée (lors de sa visite officielle au Canada, 2018), le Ministre Gilbert Bawara n'a pas manqué d'observer que c'est à la demande de M. Macron que M. Faure Gnassingbé a « *oublié* » d'être présent pour son discours à l'Assemblée générale des Nations Unies afin de participer à un forum sur « *One Planet Summit* » organisé, entre autre, pour relever la visibilité de M. Macron à New-York sur son engagement sur le climat, avec « *son* » *Pacte mondial pour l'environnement*⁵.

La réalité est qu'après cette rencontre discrète entre Faure Gnassingbé et Emmanuel Macron en dehors de l'Elysée, la situation s'est empirée au Togo.



5. PROPOSITIONS DE RCDTI ET CVU-TOGO-DIASPORA

Faut-il le répéter que la C14 ne pourra pas gagner seul le combat inégal et irrégulier contre Faure Gnassingbé et ses soutiens nationaux, régionaux et internationaux. La Société Civile et la Diaspora plurielle et indépendante sont des alliés objectifs de la C14 même si les rôles des uns et des autres dans ce combat sont différents. Alors, comment comprendre que la C14 et la CEDEAO ne militent pas en faveur de la représentativité et de la participation à la négociation de la société civile et de la Diaspora sans exiger un alignement sur les positions des uns et des autres.

Le Réseau de coordination de la Diaspora togolaise indépendante et le Collectif pour la Vérité des Urnes -Diaspora proposent à nouveau :

1. la libération de tous les prisonniers politiques ;
2. de reprendre les marches pacifiques au moins pour soutenir la grève de la faim du Président Nicodème Habia et exiger la libération des prisonniers politiques comme préalable à toutes poursuites des activités de la CEDEAO et la mouvance présidentielle ;
3. de rappeler aux membres de la C14 qu'en faisant dépendre l'essentiel de sa capacité d'action que constituent entre les marches pacifiques à la Commission de la CEDEAO, ils entament à 75 % leur capacité de résistance effective et augmentent le nombre d'actions et d'initiatives ineffectives ;
4. ne pas s'inscrire sur les listes électorales pipées d'avance constitue une réaction positive de sursaut. Ne plus participer au processus dolosif de la CEDEAO en harmonie avec le pouvoir de Faure Gnassingbé de mettre le Peuple togolais, et indirectement la C14 devant le fait accompli, constituerait une action positive de sursaut ;
5. rappeler qu'il ne peut et il ne doit y avoir d'élections au Togo fondées sur la vérité des urnes sans accord préalable sur la Cour Constitutionnelle, la nouvelle Commission électorale nationale indépendante et ses antennes locales, les conditions d'accession à la carte d'électeurs, les protocoles de vérification du processus électoral signés systématiquement par trois parties en présence : le Gouvernement, la C14 et la société civile et la Diaspora ;
6. systématiquement rejeter le vote électronique et l'utilisation de la société belge ZETES, un système au service du régime RPT-UNIR pour frauder les élections⁶ ;
7. de rappeler que Faure Gnassingbé est juridiquement et politiquement illégitime au Togo selon la Constitution originelle de 1992, ce depuis les élections présidentielles de 2005, suite à une accession au pouvoir par le sang et un coup de force militaire ;
8. de demander à toutes les bonnes volontés de contacter le réseau de coordination de la Diaspora togolaise indépendante afin de lui soumettre ses propositions pour intégration dans le Programme pour l'Avenir du Togo (PAT) ;
9. d'exiger de la partie républicaine de l'armée togolaise de soutenir le Peuple togolais libre et ne pas tomber dans le piège de la CEDEAO ;
10. de veiller à réaliser les réformes constitutionnelles et institutionnelles avec des personnalités indépendantes afin de pouvoir aller d'ici 18 mois à des élections libres, sécurisées et reflétant la vérité des urnes ;



RESEAU DE LA COORDINATION DE LA
DIASPORA TOGOLAISE INDEPENDANTE
(RCDTI)

&

COLLECTIF POUR LA VERITE DES
URNES TOGO-DIASPORA



11. de demander au Président de Guinée, médiateurs et facilitateurs de la CEDEAO dans la crise togolaise, de cesser de soutenir Faure Gnassingbé afin de pouvoir exiger de la CEDEAO de faire lui-aussi un troisième mandat contre l'avis de sa Constitution et son Peuple ; enfin
12. de soutenir le mouvement citoyen les « Forces vives Espérance pour le Togo » pour ses prises de position courageuses sur l'Etat de la Nation et le processus électoral imposé par la CEDEAO dit le « train à grande vitesse électoral » (TGV électoral) : « *...Tout processus électoral sans les réformes préalables revient à mettre à nouveau le pays en crise avec des violences et le blocage de la vie économique et sociale des citoyens⁷* ».

Le 4 octobre 2018.

La Direction du :

**Réseau de Coordination de la Diaspora togolaise indépendante (RCDTI) et du
Collectif pour la Vérité des Urnes-Diaspora Togo (CVU-TOGO-DIASPORA)**

Dr Yves Ekoué AMAÏZO
Jean Pierre BALIKPO
François FABREGAT
Apelete KODJO
Christian MENSAH
Dr Antoine RANDOLPH

Contact : info@cvu-togo-diaspora.org

© RCDTI & CVU-TOGO-DIASPORA et CVU-TOGO-DIASPORA





- ¹ Vodjo, B. C. (2018). « Crise togolaise : Macron et Buhari ensemble pour une sortie de crise ? ». In *LeMagAfrik*. 5 juillet 2018. Accédé le 3 octobre 2018. Voir <https://lemagafrik.com/2018/07/crise-togolaise-macron-buhari-ensemble-sortie-de-crise/>; Voir aussi NonoLebos (2018). « Macron : « le statu quo n'est plus possible au Togo » ». In 5 juillet 2018. Accédé le 3 octobre 2018. Voir <https://www.togoactualite.com/macron-le-statuo-quo-nest-plus-possible-au-togo/>
- ² Rédaction (2018). « Opération de maintien de paix au Mali : le contingent militaire togolais dans le dur, des récits émouvants ! ». In Mali7.net. 3 février 2018. Accédé le 3 octobre 2018. Voir <https://mali7.net/2018/02/03/operation-de-maintien-de-paix-au-mali-le-contingent-militaire-togolais-dans-le-dur-des-recits-emoouvants/>
- ³ RFI (2016). « Manuel Valls. « La France croît au Togo » ». In *RFI.fr*. 29 octobre 2016. Accédé le 3 octobre 2018, voir <http://www.rfi.fr/afrique/20161029-manuel-valls-france-croit-togo-afrique-livre-hollande>; Mais il est possible de rappeler en son temps M. Michel Rocard, M. Jean Christophe Mitterrand (surnom « Papamadit » [Papa m'a dit]), Nicolas Sarkozy, et d'autres encore en activités au Gouvernement français.
- ⁴ La Rédaction (2016). « Togo : Faure Gnassingbé a financé la campagne de VALLS avec l'argent du Togo ». in *AfriqueDirect.com*. 29 octobre 2016. Accédé le 3 octobre 2018. Voir <https://afriquedirect.com/togo-faure-gnassingbe-a-finance-campagne-de-valls-l-argent-togo/>
- ⁵ Mouchon, F. (2018). « Macron est-il vraiment « champion du climat ». In *Le Parisien*. 25 septembre 2018. Accédé le 3 octobre 2018. Voir <http://www.leparisien.fr/societe/macron-est-il-vraiment-champion-du-climat-25-09-2018-7901997.php>
- ⁶ Akpa, G. (2018). « La CENI lance une autre polémique dans l'opinion ». In *IciLomé.com* repris sur *TogoTribune.com*. 9 août 2018. Accédé le 3 octobre 2018. Voir <https://togotribune.com/news/la-ceni-lance-une-autre-polmique-dans-lopinion/>
- ⁷ Forces Vives « Espérance pour le Togo » (2018). *Communiqué relatif à la situation problématique du recensement électoral dans notre pays*. Communiqué du porte-parole : Père Marie Chanel Affognon. Lomé, le 1^{er} octobre 2018. Voir aussi NonoLebos (2018). « Togo : Les Forces Vives disent 'non' au recensement électoral de la CENI controversée ». In *NonoLebos*. 3 octobre 2018. Accédé le 3 octobre 2018. Voir <https://www.togoactualite.com/togo-les-forces-vives-disent-non-au-recensement-electoral-de-la-ceni-controversee/>